

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
20 février 2008  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 30 janvier 2008, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par la Présidente du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport que la République démocratique du Congo a présenté au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

La Présidente du Comité du Conseil de sécurité  
créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste  
(*Signé*) Mirjana Mladineo



**Annexe**

**Lettre datée du 2 janvier 2008 adressée à la Présidente  
du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution  
1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste  
par le Représentant permanent de la République  
démocratique du Congo auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

[Original : français]

Faisant suite à ma lettre du 28 mars 2005 par laquelle je vous transmettais le troisième rapport de la République démocratique du Congo, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-contre, en votre qualité de Présidente du Comité contre le terrorisme, le quatrième rapport présenté par mon gouvernement au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité concernant la lutte antiterroriste (voir pièce jointe).

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) Ileka **Atoki**

## Pièce jointe\*

### **Quatrième rapport présenté par la République démocratique du Congo au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste**

Le présent rapport fait suite à celui présenté le 28 mars 2005 par la République démocratique du Congo (RDC) au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste et publié sous la cote S/2005/260.

Il répond à la demande de plus amples informations formulée par le Comité du Conseil de sécurité dans son projet de lettre 3 après examen des trois premiers rapports et informations pertinentes communiqués au Comité par la RDC.

Les points soulevés dans la demande du Comité du Conseil de sécurité et auxquels le Gouvernement répond dans ce rapport se rapportent aux mesures d'application de la résolution 1373 (2001) par la RDC, à l'assistance et directives et présentation de rapports complémentaires.

## **I. Mesures d'application**

**1.1 Le Comité n'est pas en mesure de procéder à une analyse complète et détaillée de la législation existante de la République démocratique du Congo (notamment de la loi n° 04/016 du 19 juillet 2004) tant qu'il n'en a pas reçu copie. De plus, des dispositions législatives essentielles ne sont toujours pas en place, ou ne sont qu'au stade de l'élaboration, sur les points suivants :**

- **Blanchiment de capitaux;**
- **Criminalisation du financement du terrorisme;**
- **Signalement des opérations financières suspectes;**
- **Réglementation des systèmes parallèles de transfert de fonds;**
- **Législation relative à l'immigration;**
- **Travail de la police et activités de répression;**
- **Appareil judiciaire et législation antiterroriste;**
- **Intégration au droit interne des dispositions des conventions et des protocoles de lutte antiterroriste auxquels la République démocratique du Congo est partie.**

Faisant suite à cette observation, prière de trouver en annexe les dispositions légales essentielles que la RDC a déjà adoptées.

Sur le blanchiment de capitaux, la criminalisation du financement du terrorisme, le signalement des opérations financières suspectes et la réglementation des systèmes parallèles de transfert de fonds :

---

\* Les annexes au rapport peuvent être consultées dans les archives du Secrétariat.

- La loi n° 04/016 du 16 juillet 2004 : par cette loi, la RDC a pris des dispositions pour lutter contre le blanchiment des capitaux et criminalise le financement du terrorisme;
- L'instruction n° 15 du 15 décembre 2006 de la Banque centrale du Congo portant normes relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme dans le secteur financier;
- La loi n° 003/2002 du 2 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des établissements des crédits.

Toutes ces trois lois comportent, selon le cas, des dispositions réglementant le signalement des opérations financières suspectes et la réglementation des systèmes parallèles de transfert de fonds.

#### *Législation relative à l'immigration*

- Décret-loi n° 002/2003 du 11 janvier 2003 portant création et organisation de la Direction générale de migration
- Ordonnance-loi n° 83/033 du 12 septembre 1983 relative à la Police des étrangers
- Ordonnance n° 83/064 du 12 septembre 1983 portant mesure d'exécution de l'ordonnance-loi n° 83/033 du 12 septembre 1983
- Ordonnance n° 87/281 du 13 août 1987 portant mesure d'exécution de l'ordonnance-loi n° 83/033 du 12 septembre 1983
- Ordonnance n° 07/046 du 12 juin 2007 portant création de la Police des frontières
- Ordonnance-loi n° 07/064 du 29 août 2007 portant création de la Commission des frontières

#### *Travail de la police et activités de répression, appareil judiciaire et législation antiterroriste*

- Décret-loi n° 002/2002 du 26 janvier 2002 portant institution, organisation et fonctionnement de la Police nationale congolaise
- Ordonnance n° 07/046 du 12 juin 2007 portant création de la Police des frontières
- Code de l'organisation et de la compétence judiciaire
- Loi n° 024/2002 du 18 novembre 2002 portant création du Code pénal militaire
- Décret du 6 août 1959 portant création du Code de procédure pénale

#### *Intégration au droit interne des dispositions des conventions et des protocoles de lutte antiterroriste auxquels la RDC est partie*

Bien que les instruments internationaux antiterroristes ne soient pas formellement intégrés dans la législation interne de la RDC, l'article 215 de la Constitution ne fait aucun obstacle à l'application des instruments internationaux régulièrement ratifiés dès leur publication au Journal officiel.

Le droit congolais, étant un système moniste, consacre par l'article susévoqué la suprématie de traités et accords internationaux en droit interne. Toutefois la réforme actuelle du droit interne tient à les intégrer.

La RDC transmet au Comité le projet de loi intégrant les dispositions des instruments antiterroristes dans le droit interne de la RDC.

**1.2 Vu l'urgence de l'action antiterroriste, le Comité considère comme prioritaire l'adoption de projets de loi visant la mise en œuvre des dispositions de la résolution 1373 (2001).**

Le projet de loi visant la mise en œuvre de la résolution 1373 (2001) ainsi que l'intégration des instruments internationaux antiterroristes a déjà été adopté au niveau du Comité national de coordination de la lutte contre le terrorisme international (CNCLT) après une vidéoconférence avec les experts de l'ONUDC. Ce projet de loi a été transmis au Gouvernement qui le transmettra incessamment au Parlement.

La RDC réitère son engagement quant à cette observation et sollicite l'assistance du Comité pour y arriver.

**1.3 Le Comité estime comme aspects prioritaires pour tous les États, pour la mise en œuvre de la résolution, l'érection en infraction de la commission et du financement d'actes de terrorisme et des mesures efficaces de protection du système financier contre son utilisation par les terroristes :**

Le projet de loi adopté par le CNCLT a rendu infractionnel la commission et le financement d'actes de terrorisme et a prévu des mesures de protection du système financier contre toute utilisation par les terroristes. La RDC reste toujours disposée aux amendements de la part du CCT.

**1.4 Compte tenu de ce qui vient d'être dit, le Comité souhaiterait recevoir des informations actualisées sur l'état de la nouvelle législation envisagée par la République démocratique du Congo et un exemplaire de la loi n° 04/016 du 19 juillet 2004 sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.**

La RDC transmet au Comité le projet de loi reprenant l'état de la nouvelle législation envisagée et une copie de la loi n° 04/016 du 19 juillet 2004 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Toutefois, le cadre législatif de la RDC issu de cette dernière définit un cadre juridique permettant la prévention, la détection et, le cas échéant, la répression des actes constitutifs de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Il repose sur six titres portant respectivement sur i) les dispositions générales; ii) la prévention et la détection du terrorisme; iii) la prévention et la détection du financement du terrorisme; iv) les mesures correctives; v) la coopération internationale; et vi) les dispositions transitoires et finales.

**1.5 Le Comité aimerait un complément d'information sur la manière dont la République démocratique du Congo donne effet aux dispositions des cinq conventions internationales de lutte antiterroriste auxquelles elle est déjà partie.**

Le projet de loi intègre les dispositions essentielles de 13 conventions.

**1.6 Dans son deuxième rapport (S/2003/386), la République démocratique du Congo indique son intention de mettre en place une cellule pluridisciplinaire chargée de réfléchir sur l'élaboration d'un cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux. Le Comité aimerait savoir où en est la mise en place de cette cellule et connaître ses activités.**

Le décret-loi portant création du Comité de lutte contre le blanchiment est en traitement en phase finale au Cabinet du Premier Ministre.

Pour éviter un vide juridique, les tâches dévolues à ce comité sont actuellement assumées par le Groupe de réflexion sur la lutte contre le blanchiment (GREB), qui est un comité pluridisciplinaire piloté par la Banque centrale du Congo.

**1.7 La loi n° 04/016 du 19 juillet 2004 comporte des mesures tant conservatoires que répressives (le gel, la saisie et la confiscation d'avoirs) (voir S/2005/260). Le Comité serait reconnaissant de recevoir une description de la procédure, assortie d'exemples de rapports échangés par les autorités judiciaires, le service de renseignements financiers et la Banque centrale.**

Concernant les mesures conservatoires et répressives, le Comité trouvera les dispositions dans la loi sur le blanchiment de capitaux qui lui est transmise.

Pour les rapports échangés, la RDC attend la mise en place incessante de la Cellule des renseignements financiers (CENAREF) dont le décret de création est en traitement en phase finale au Cabinet du Premier Ministre.

**1.8 Le Comité relève également l'indication que cette loi susmentionnée n° 04/016 sert à lutter contre le blanchiment des capitaux et qu'on y envisage la création d'une cellule de renseignements financiers. Le Comité souhaiterait un rapport d'étape sur l'application de la loi, et en particulier sur le processus de création de la cellule. Il aimerait aussi des détails sur la structure de la cellule et les ressources dont elle est dotée. Si elle est opérationnelle, le Comité souhaiterait des exemples de ses activités récentes.**

L'article 17 de la loi portant sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme prévoit la création d'une cellule des renseignements financiers (CENAREF), dotée d'une autonomie financière, d'un pouvoir de décision propre et placée sous la tutelle du Ministre des finances. Les conditions pour la création de la CENAREF doivent être fixées par décret du Premier Ministre suivant la Constitution en vigueur. Ce décret est en traitement en phase finale au Cabinet du Premier Ministre.

La CENAREF est une cellule de type administratif mais dotée de pouvoirs d'investigation. Deux organes seront impliqués dans la gestion de la CENAREF, à savoir i) le Conseil d'administration chargé d'examiner les questions de politique générale; et ii) le Secrétariat exécutif chargé de la gestion courante de la cellule.

Le budget de la CENAREF proviendrait au départ de son inscription dans le budget de l'État. Par ailleurs, il est également prévu la mise en place du fonds de lutte contre les crimes organisés (FOLUCCO) qui financera notamment le fonctionnement de la Cellule.

**1.9 Le Comité serait heureux de recevoir des exemples de rapports par lesquels les institutions financières et d'autres organismes d'intermédiation**

**financière s'acquittent de leurs obligations découlant de l'article 75 de la loi n° 003/2002 du 2 février 2002.**

L'article 75 de la loi n° 003/2002 du 2 février 2002 stipule que « dans les conditions déterminées par la Banque centrale, les établissements de crédit sont tenus de déclarer : i) les sommes d'argent inscrites dans leurs livres et qui paraissent provenir du trafic de stupéfiants et d'autres activités criminelles; et ii) les opérations qui portent sur des sommes d'argent qui paraissent provenir du trafic de stupéfiants et d'autres activités criminelles ».

À ce jour, la Banque centrale n'a pas reçu de rapports faisant état de sommes d'argent qui proviendraient du trafic de stupéfiants ou d'autres activités criminelles. Cette situation s'explique par le fait que le secteur financier formel ne traite que 15 % des opérations et le reste est dans l'informel.

Néanmoins, la Banque centrale du Congo a initié, en faveur des établissements de crédit, des formations pour les habiliter à s'acquitter correctement de leur obligation de déclaration de soupçon dès la mise en place de la CENAREF.

**1.10 Quelles sont les mesures et les dispositifs de contrôle en place, ou que la République démocratique du Congo compte prendre, empêchant que les fonds collectés par des organisations sans but lucratif et caritatives soient détournés à des fins autres que leurs objectifs déclarés?**

Les réformes du système fiscal envisagées par le Gouvernement de la RDC prévoient un contrôle en amont et en aval sur la provenance et l'utilisation des fonds collectés par les associations sans but lucratif et les organisations caritatives.

La mise en place de cette réforme constitue une avancée en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme car, jusqu'alors, la législation congolaise ne prévoit pas un régime de contrôle sur les fonds collectés par les ONG de toute nature œuvrant en RDC.

**1.11 Quels sont les résultats de l'activité du groupe de travail créé à la Banque centrale et chargé d'étudier la mise en place d'un dispositif de suivi, de surveillance et de prévention visant les systèmes parallèles de transfert de fonds (voir S/2003/386)?**

Les lois n° 005/2002 du 7 mai 2002 et n° 003/2002 du 2 février 2002 relatives à l'activité et au contrôle des établissements de crédit confèrent à la Banque centrale le pouvoir de superviser les établissements de crédit, les messageries financières, les bureaux de change et les institutions de microfinance. Le GREB ne s'est pas encore penché sur le secteur informel. Toutes les réformes en cours, aussi bien au niveau du Gouvernement que de la Banque centrale, visent à réduire l'ampleur de l'informel. C'est en le réduisant que la lutte contre ces fléaux et toute autre criminalité sera efficace.

Le GREB est actuellement en train de poursuivre le processus engagé pour l'implantation du dispositif opérationnel de lutte à travers notamment les actions prioritaires qui suivent : a) la poursuite de la campagne nationale de vulgarisation de la loi; b) la définition d'un programme de formation; et c) la définition des axes prioritaires pour l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte.

**1.12 Le Comité aimerait recevoir un complément d'information sur le mandat, l'organigramme et les pouvoirs du Secrétariat permanent du Comité national**

**de coordination de la lutte contre le terrorisme (voir S/2005/260). Quels sont les mécanismes régissant les relations du Comité national avec les institutions internationales, telles qu'Interpol par exemple, et sa participation à la coopération entre États, aux extraditions, à l'entraide judiciaire et au transfert des poursuites pénales?**

A. Le décret n° 070 du 26 décembre 2001 à son article 2 donne au CNCLT la mission de :

1. Délibérer de tous les problèmes liés au terrorisme international;
2. Coordonner la mise en œuvre des conventions internationales relatives au terrorisme;
3. Arrêter, coordonner et mettre en œuvre toutes les stratégies et mesures nationales nécessaires à la lutte contre le terrorisme international et à sa répression;
4. Collaborer étroitement avec les puissances étrangères et les organisations internationales pour prévenir et réprimer les actes de terrorisme, notamment par la coopération accrue et l'application intégrale des conventions internationales susvisées.

B. Le CNCLT comprend le Comité et le Secrétariat permanent.

Le Comité est composé des ministres et chefs des services publics ayant dans leurs attributions la lutte contre le terrorisme. Il est présidé par le Chef de l'État.

Le Secrétariat permanent est dirigé par le Conseiller spécial du Chef de l'État en matière de sécurité qui en est le Secrétaire permanent.

Le Secrétariat permanent est composé des trois sous-organes ci-après :

- L'organe de supervision et coordination;
- Le Secrétariat technique qui est l'organe d'études et opérations;
- Le Secrétariat administratif qui est l'organe d'appui.

Les pouvoirs du Secrétaire permanent sont :

- Assurer le Secrétariat du CNCLT;
- Convoquer, en cas d'extrême urgence une réunion extraordinaire du CNCLT;
- Coordonner et superviser les activités du Secrétariat technique et celles du Secrétariat administratif.

En tant que point focal et organe gouvernemental de coordination de la lutte contre le terrorisme international en RDC, le CNCLT entre directement en relation avec les organisations internationales intéressées par la lutte antiterroriste. C'est ainsi qu'il participe aux activités du CAERT, ONUDC, Comité, etc. Interpol fait partie des services qui participent à ses activités.

En collaboration avec Interpol, le CNCLT a eu à solliciter l'extradition du Kenya d'un présumé terroriste d'origine congolaise en vue d'enquête. D'autres cas ont été enregistrés dans la coopération avec les pays limitrophes.

**1.13 Quelles sont les dispositions juridiques et administratives permettant de placer sous surveillance les personnes et les entités soupçonnées d'entretenir des relations avec des terroristes et des réseaux de soutien à des terroristes? Les**



**terroristes et les réseaux de soutien à des terroristes font-ils l'objet d'un traitement distinct en droit?**

Le décret-loi n° 003/2003 portant création et organisation de l'Agence nationale de renseignements permet de mettre sous surveillance toute personne soupçonnée d'entretenir des relations ou de préparer des actes terroristes.

En droit congolais, le complice est puni de la même sanction que l'auteur de l'infraction. En sus, l'infraction du terroriste est singulièrement traitée par le Code militaire.

**1.14 Dans le troisième rapport, le Comité relève l'existence de la loi congolaise sur la Police des étrangers (ordonnance-loi n° 83/033 du 12 décembre 1983), la loi n° 021/2002 du 16 octobre 2002 portant statut des réfugiés et la création de la Commission nationale pour les réfugiés. Le Comité aimerait un exemplaire de chacun des textes correspondants et de tout autre texte législatif adopté dans ce domaine.**

La RDC transmet au Comité tous ces documents.

**1.15 Dans le troisième rapport de la RDC, il est indiqué que la loi congolaise sur la Police des étrangers fait obligation aux autorités congolaises d'établir la liste des indésirables de manière à ce que ces personnes ne puissent pas avoir accès au territoire de la RDC. Cette loi comporte-t-elle des dispositions visant les personnes soupçonnées d'avoir commis ou d'avoir l'intention de commettre un acte de terrorisme? Y a-t-il des dispositifs de lieu et d'échange avec d'autres listes, comme celles d'Interpol, d'Europol et du Conseil de sécurité?**

Les dispositifs de lieu :

Ces échanges se font au sein du CNCLT. La loi sur la Police des étrangers prévoit la Commission nationale d'immigration, mais elle n'a pas encore été mise en place.

Les dispositifs d'échange :

La RDC dispose du matériel de communication Interpol 1-24/7, qui permet l'échange des informations des listes avec les bases de données Interpol, Europol et du Conseil de sécurité.

Ce dernier alimente les bases de données Interpol par voie de notices oranges.

Mais, il existe des dispositions d'échange des listes des personnes qualifiées d'indésirables pour leur interception, leur interdiction d'entrer au pays ou leur mise à la disposition des services demandeurs ou informateurs comme Interpol, le parquet, Europol, les services de renseignements nationaux.

**1.16 Quelles mesures juridiques et administratives visant le terrorisme et les terroristes applique la Commission nationale pour les réfugiés lorsqu'elle examine au cas par cas les demandes d'asile?**

La Commission nationale pour les réfugiés applique pour l'examen de demande d'asile la loi n° 021/2002 du 16 octobre 2002 portant statut des réfugiés en République démocratique du Congo, la Convention de Genève de 1951 et son Protocole, la Convention de l'Union africaine ainsi que tous les traités internationaux en la matière, et plus particulièrement la résolution 1373 (2001) (points 2 c, g et 3 f).

Le principe de base de tous ces textes est celui qui exclut, à l'obtention du statut d'asile, la personne qui :

- A commis un crime contre la paix, un crime de guerre, un crime contre l'humanité et le génocide, au sens des instruments humanitaires internationaux y relatifs;
- A commis un crime grave de droit commun en dehors du pays d'accueil avant d'y être admis comme réfugié;
- S'est rendu coupable d'agissements contraires aux buts, objectifs et principes des Nations Unies ou de l'Union africaine.

La Commission nationale pour les réfugiés veille à ce que les personnes visées ci-dessus n'accèdent pas au statut de réfugiés étant donné que la RDC est partie prenante à toutes ces conventions internationales.

La Commission nationale pour les réfugiés est une commission interministérielle, regroupant en son sein les Ministères de la défense nationale et des anciens combattants, des affaires sociales, des droits humains, du travail et de la prévoyance sociale, des affaires étrangères et de la coopération internationale, des affaires humanitaires, de la justice, de la santé publique, et de l'intérieur, décentralisation et sécurité ainsi que les services de l'État (la Direction générale de migration, l'Agence nationale de renseignements, la Police nationale congolaise) impliqués dans la gestion des réfugiés et qui peuvent fournir des informations nécessaires sur un demandeur d'asile avant la reconnaissance de son statut.

La Commission nationale pour les réfugiés veille également à ce que la République démocratique du Congo respecte le principe de bon voisinage. Elle veille à ce qu'aucune activité subversive ne soit menée sur son territoire.

**1.17 La République démocratique du Congo pourrait-elle informer le Comité des méthodes ou des dispositifs qui lui permettent de mettre en évidence des documents de contrefaçon ou frauduleux? Quelles modifications ont été apportées aux documents de voyages officiels et aux passeports pour en empêcher la contrefaçon?**

Les méthodes ou dispositifs pour mettre en évidence des documents de contrefaçon ou frauduleux sont utilisés actuellement à l'aéroport international de N'djili et bientôt au Beach Ngobila et autres postes frontaliers aux flux importants, des matériels comme l'ultraviolet, la loupe, portique, rayon X (bien qu'en nombre insignifiant) et la formation des officiers de migration en ce domaine.

Par contre, les modifications apportées aux documents de voyage comme les passeports pour empêcher la contrefaçon sont principalement l'étui en plastique dure et l'estampillage sur la photo au cachet en argent.

**1.18 Le Comité croit comprendre que la République démocratique du Congo a installé du matériel informatique dans les ports et les aéroports. Il aimerait savoir si les informations groupées dans les bases de données relatives aux personnes qui pénètrent sur son territoire ou le quittent pourraient être communiquées aux organisations internationales afin qu'elles puissent suivre les déplacements des personnes suspectes et mettre en évidence des réseaux. Le Comité souhaiterait vivement, à ce propos, avoir des détails sur les éventuelles**

**consultations ou utilisations d'informations et échanges avec des organisations internationales.**

L'échange est insuffisant jusque-là. Mais au niveau interne, le Bureau central national et Interpol échangent de manière non permanente avec le Service d'immigration.

Faute des moyens adéquats, la Direction générale de migration de la RDC n'a pas encore informatisé tous ses services dans toutes ses frontières, longues d'environ 9 600 kilomètres, en vue de regrouper les données et informations relatives aux personnes qui entrent ou sortent de son territoire.

Mais, néanmoins, il existe, principalement à l'aéroport de N'djili, au Beach Ngobila à Kinshasa et au poste frontalier de Kasumbalesa au Katanga, quelques matériels informatiques moins performants et insuffisants, rendant ainsi difficiles les échanges d'informations avec les organisations internationales afin qu'elles puissent suivre les déplacements et réseaux des personnes suspectées.

**1.19 La République démocratique du Congo indique (voir S/2005/260) que les dispositifs juridiques et administratifs en place et la coopération avec Interpol garantissent que les terroristes seront expulsés, extradés ou poursuivis. La République démocratique du Congo peut-elle fournir des exemples de la coopération et des arrangements pris avec Interpol et d'autres dispositifs d'alerte?**

La loi instituant la Direction générale de migration établit une coopération directe entre ses services et Interpol à travers son Bureau central national. En 2004, la RDC a mis à la disposition du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 1994 des présumés génocidaires rwandais.

**1.20 Le Comité souhaiterait recevoir un exemplaire de la loi du 21 février 1950, de la loi n° 24/2002 du 18 novembre 2002 et de l'ordonnance n° 003 du 31 mars 2003.**

La République démocratique du Congo transmet au Comité :

- L'ordonnance-loi n° 85-035 du 3 septembre 1985 portant régime des armes à feu et des munitions;
- L'ordonnance n° 85-212 du 3 septembre 1985 portant mesures d'exécution de l'ordonnance-loi n° 85-035 du 3 septembre 1985 portant régime des armes à feu et des munitions;
- L'ordonnance n° 003 du 31 mars 2003 portant création de la Direction générale de migration;
- La loi n° 24/2002 du 18 novembre 2002 portant création du Code pénal militaire.

La République démocratique du Congo transmet au Comité tous ces documents.

**1.21 Le Comité aimerait recevoir un exemplaire de tous les rapports pertinents que les autorités congolaises auront soumis à d'autres organisations qui**

**surveillent l'application des normes internationales et connaître les détails de toute mesure prise pour suivre les pratiques de référence, les codes et normes internationaux qui retentissent sur la mise en œuvre de la résolution.**

La République démocratique du Congo transmet au Comité les rapports soumis à l'OMI, à l'AIEA et à la Garde-côtes américaine.

**1.22 Le Comité est satisfait de ce que le Ministère de la justice ait entamé le processus de ratification de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, signée le 10 novembre 2001. Il sera très heureux de recevoir notification de la ratification lorsqu'elle sera chose faite.**

La République démocratique du Congo a ratifié cette convention en date du 28 octobre 2005.

**1.23 La République démocratique du Congo est désormais partie à cinq des 12 conventions et protocoles internationaux de lutte antiterroriste. Le Comité aimerait avoir des renseignements à jour sur ce que compte faire le Gouvernement congolais s'agissant de l'accession à ces documents et d'en garantir la mise en œuvre en droit interne.**

Au sujet de la mise en œuvre en droit interne, la République démocratique du Congo a adopté, à l'issue d'une vidéoconférence avec les experts de l'ONUDC, un projet de loi visant l'intégration de tous les instruments internationaux dans sa législation.

## **II. Assistance et directives**

**2.1 Le Comité souhaite souligner, une fois de plus, l'importance qu'il accorde à la fourniture d'une assistance et de conseils aux fins de l'application de la résolution. Son répertoire des sources d'assistance ([www.un.org/sc/ctc](http://www.un.org/sc/ctc)) est régulièrement mis à jour et comprend donc les renseignements pertinents les plus récents sur l'assistance disponible. Le Comité prend note des domaines dans lesquels la République démocratique du Congo a demandé une assistance technique dans son premier rapport (S/2001/1331) et son deuxième rapport (S/2003/386), et a le plaisir de l'informer que sa demande a été portée à l'attention des parties susceptibles de fournir une assistance technique, par le moyen de la matrice élaborée à cette fin.**

La RDC renouvelle sa demande d'une assistance technique telle que exprimée dans ses trois rapports et dans le plan d'action élaboré à l'issue de l'atelier national des experts pour la mise en œuvre législative du cadre juridique universel contre le terrorisme en RDC et son application en matière de coopération internationale organisé par l'ONUDC du 6 au 8 décembre 2005, comme le montrent les documents en annexe (plan d'action).

**2.2 En outre, compte tenu des domaines particuliers liés à la mise en œuvre de la résolution par la République démocratique du Congo énumérés dans la première section de la présente lettre, et se basant sur les rapports que lui a soumis la République démocratique du Congo et les autres renseignements pertinents disponibles, le Comité, avec le concours de ses experts, a procédé à une analyse préliminaire des besoins du pays en matière d'assistance technique de façon à définir les domaines prioritaires dans lesquels il estime qu'une telle**

assistance lui serait utile. Avec l'accord et la coopération du Gouvernement congolais, l'objectif est d'identifier les meilleurs moyens possibles pour le pays de bénéficier de cette assistance afin de renforcer la mise en œuvre des dispositions de la résolution.

2.3 L'analyse réalisée par le Comité a permis de définir, à titre préliminaire, les domaines d'assistance potentiels ci-après, étant entendu que d'autres évaluations pourront être nécessaires. Les points ci-après correspondent à une sélection de domaines, parmi les domaines visés dans la résolution, dans lesquels une assistance pourrait être particulièrement utile :

- Création de la Cellule de renseignements financiers et formation de ses experts en financement du terrorisme;
- Institution d'un comité national chargé de coordonner la lutte contre le terrorisme international de son secrétariat permanent, formation des experts et mise à disposition du matériel demandé à cette occasion;
- Établissement de pratiques juridiques et formation de procureurs et d'officiers de police chargés des investigations;
- Fourniture d'équipements aux services de l'immigration;
- Formation aux techniques de surveillance des frontières et d'investigations de sécurité;
- Réglementation des systèmes parallèles de transfert de fonds, visant à empêcher qu'ils servent à des fins terroristes;
- Adoption d'une législation criminalisant expressément la fourniture ou la collecte de fonds qu'on a l'intention de faire servir à des actes de terrorisme, que ces actes soient ou non effectivement prévus, tentés ou réalisés;
- Introduction de mesures de surveillance des frontières;
- Accession aux 12 conventions et protocoles internationaux de lutte antiterroriste et application intégrale de leurs dispositions.

La RDC approuve les domaines d'assistance potentiels sélectionnés par le Comité et souhaite que le processus d'application de cette assistance soit accéléré.

2.4 Le Comité souhaiterait recevoir l'approbation de la République démocratique du Congo pour communiquer les points susmentionnés aux États donateurs et organisations susceptibles de fournir une assistance dans les domaines sélectionnés (sans leur communiquer les autres parties de la présente lettre). Ceci lui permettrait de faciliter la fourniture de l'assistance technique nécessaire. Le Comité souhaiterait recevoir la réponse de la République démocratique du Congo dans les 30 jours suivant la date de la présente lettre. S'il ne la reçoit pas au cours de cette période, il partira du principe que les points en question peuvent être communiqués aux États donateurs et organisations en question. Naturellement, il ne sera fourni d'assistance concrète qu'à la demande de la République démocratique du Congo et avec son assentiment. Le Comité serait également heureux de recevoir toute observation que la République démocratique du Congo pourrait souhaiter formuler au sujet de la présente section.

La République démocratique du Congo approuve la démarche du Comité et lui présente ses excuses pour le retard dans la communication de cette approbation. Ci-jointe la lettre approuvant la démarche du Comité.

### **III. Autres directives et présentation de rapports complémentaires**

**3.1 Le Comité souhaite maintenir le dialogue constructif qu'il a établi avec la République démocratique du Congo en ce qui concerne les mesures que ce pays prend pour appliquer la résolution, en particulier en ce qui concerne les domaines prioritaires dans la présente lettre. Le Comité et son directeur sont prêts à fournir d'autres précisions à la République démocratique du Congo sur toute question soulevée dans la présente lettre. On peut entrer en rapport avec le Directeur par l'intermédiaire de M<sup>me</sup> Elena Rigacci-Hay. En outre, le Comité, par l'intermédiaire de sa direction, pourrait se mettre en rapport avec les autorités compétentes de la République démocratique du Congo pour examiner toutes autres questions relatives à l'application de la résolution.**

Tout en réitérant son engagement dans la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et sa disponibilité de coopérer étroitement et de dialoguer avec le Comité, la RDC saisit cette occasion pour lui transmettre, à toute fins utiles, les coordonnées du Secrétariat permanent du CNCLT.

E-mail CNCLT : 2001@yahoo.fr

Téléphone : – 243 998317749  
 – 243 815216888  
 – 243 810558088  
 – 243 815000587

**3.2 Le Comité serait reconnaissant à la République démocratique du Congo de lui fournir de plus amples informations sur les questions soulevées et les observations faites dans la première section de la présente lettre (« mesures d'application ») d'ici au (date). Il lui serait également reconnaissant de lui fournir des informations actualisées sur l'assistance qu'il a reçue, ou qu'il est en train de recevoir, indiquant notamment si elle a permis, ou devrait permettre, de répondre aux besoins de la République démocratique du Congo dans les domaines liés à la résolution. Le Comité à l'intention de faire distribuer le nouveau rapport de la République démocratique du Congo, à l'instar des rapports précédents, comme document du Conseil de Sécurité. La République démocratique du Congo peut, si elle le souhaite, joindre au rapport une annexe confidentielle à l'attention des seuls membres du Comité.**

La RDC a bénéficié de l'assistance technique de l'ONUDC :

- L'atelier national d'experts pour la mise en œuvre législative du cadre juridique universel contre le terrorisme en RDC et son application en matière de coopération internationale, Kinshasa, du 31 mars au 3 avril 2003 et du 6 au 8 décembre 2005;
- L'organisation de la vidéoconférence sur la mise en œuvre des conventions et protocoles internationaux, Kinshasa, le 12 octobre 2006.

**3.3 Le Comité pourrait être amené, à un stade ultérieur de ses travaux, à adresser de nouvelles observations ou questions à la République démocratique**

**du Congo sur d'autres aspects de la résolution. Il lui serait reconnaissant de le tenir informé de tous les faits nouveaux concernant l'application de la résolution.**

La RDC reste engagée dans l'exécution de la résolution 1373 (2001) et disposée à recevoir les observations et directives du Comité.

---